

À propos de quelques arguments opposés au communiqué unitaire sur les revendications démocratiques du peuple vénézuélien.

Ces arguments ont été synthétisés par Christian Rodriguez sur son fil Twitter (<https://x.com/ChrisRodrigAI/status/1822023612368376029>). Intitulé « Argumentaire sur le Venezuela pour les naïfs de gauche », ce fil nous a semblé mériter des éclaircissements, car sous couvert de justifications techniques, il distord non seulement des arguments institutionnels, mais dilue de plus la question politique de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 au Venezuela.

Cet argumentaire reprend les principaux points présentés dans ce fil pour montrer les enjeux réels qu'ils soulèvent.

Ni soutien du gouvernement Maduro et des forces répressives d'État, ni appui aux forces d'opposition majoritaires qui s'inscrivent dans une tradition de droite dure en accointance avec l'impérialisme US, ce document veut proposer des éléments de compréhension technique ainsi que des dynamiques politiques en cours, et ce afin de contribuer à une sortie populaire et démocratique de la situation.

1. Le scrutin « a suscité des protestations populaires massives » Massives ? Il y a eu des « manifestations » de l'opposition le lendemain et surlendemain de l'élection seulement (graphique). Je mets le terme entre guillemets puisqu'il s'agit surtout d'actes violents (j'y viens).

- Sur la classification des mobilisations, lire le texte de Verónica Zubillaga (sur place lors de l'élection) et Rebecca Hanson. Les deux chercheuses, travaillant depuis longue date sur les quartiers populaires urbains et sur la police, relatent l'aspect inédit des mobilisations du 29 juillet. En effet, les mobilisations ne sont pas appelées par l'opposition. D'ailleurs, elles ne répondent pas à des appels partisans. Elles se font depuis de nombreux quartiers populaires à Caracas, dont Petare, Catia, La Vega ou le 23 de Enero. Elles se déploient aussi dans de nombreuses villes et villages de l'intérieur du pays.
- Références :
 - https://theconversation.com/massive-protests-erupt-again-over-disputed-venezuelan-elections-but-they-look-different-this-time-235840?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton
 - Article de Yolety Bracho dans Contretemps : <https://www.contretemps.eu/gauche-internationaliste-elections-venezuela/>
 - Un article en espagnol, parmi tant d'autres, issu d'une alliance de médias indépendants : <https://www.connectas.org/protestas-zonas-populares-venezuela-contra-chavismo/>

2. Depuis le 29 juillet, la leader de l'opposition d'extrême-droite a appelé à trois mobilisations. Deux à Palos Grandes, une à Las Mercedes. J'imagine qu'ils n'ont jamais mis les pieds à Caracas. Ce sont les quartiers riches. Je vous laisse voir la « masse populaire ».

- La trajectoire politique de María Corina Machado (MCMM) est effectivement l'une des plus radicalement à droite de la vie politique vénézuélienne, rencontrant George W. Bush en 2005, appelant, encore en 2019, à une intervention militaire contre son propre pays, appelant au boycott de scrutins jugés, à juste titre, pipés même lorsque le reste de l'opposition appelait à y participer malgré tout et assumant sa sympathie pour Javier Milei encore aujourd'hui. Toutefois, depuis sa victoire lors des primaires, elle tâche de rassembler l'ensemble de sa coalition (PUD). Sa coalition est d'ailleurs très hétérogène de l'extrême-droite jusqu'à des partis issus de la social-démocratie, en passant par un centre de gravité de droite d'inspiration néolibérale. La PUD est certes pro-occidentale, d'orientation néolibérale - même si MCM est revenue sur l'idée de privatiser PDVSA et dit vouloir garder les aides sociales ciblées (ne serait-ce que pour faire tourner l'économie). Les clivages sont très différents qu'en Europe : la MUD (ancêtre de la PUD) a fait élire la première députée transsexuelle d'Amérique latine en 2015, il n'y a pas d'islamophobie dans la société vénézuélienne. C'est sur l'anticommunisme que se distingue les courants les plus radicaux (une volonté de revanche par rapport au chavisme).
- Quand l'opposition appelle à manifester « en famille », pacifiquement, pour la fin de matinée du 30, le pays est déjà en ébullition. Outre les quartiers populaires de Caracas, les manifestations spontanées ont lieu dans l'ensemble du pays (l'intérieur étant toujours beaucoup plus paupérisé et précarisé que Caracas, sans la légère récupération qu'a connu la capitale), des statues de Chávez sont déboulonnés par des jeunes qui n'ont connu que Maduro, dans un cas sa tête est traînée de long en large comme un butin à travers des zones populaires.
- Mais dans le même temps, la contre-offensive dans la « parfaite union civico-militaire-policière » (dixit Maduro) se met en marche, avec traque généralisée aux membres de « Comanditos » de l'opposition qui ont organisé et défendu le vote, des témoins électoraux d'autres partis (dont le PSUV) qui leur ont filé les PVs manquants (qu'ils n'ont pas pu récupérer le jour J), des citoyens partis spontanément protester et/ou qui ont relayé tout cela sur les réseaux, ou encore les vidéos de proclamation des résultats (quand les PVs ont été remis à tous les témoins) au dehors des bureaux de vote dans l'euphorie populaire générale : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/09/au-venezuela-les-inspections-illegales-les-arrestations-arbitraires-et-les-disparitions-sont-devenues-monnaie-courante 6273829_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/09/au-venezuela-les-inspections-illegales-les-arrestations-arbitraires-et-les-disparitions-sont-devenues-monnaie-courante_6273829_3232.html) [tribune sur la répression traduite en français de l'ALPEC dans le Monde - fait aussi la synthèse des mécanismes de répression politique et sociale développés sur les 10 dernières années ; titre original espagnol « Contre le terrorisme d'État au Venezuela »] ;
- Enfin, cet article de *Caracas Chronicles* - en espagnol mais aussi dispo en anglais en cliquant depuis l'article - qui résume le passage de la protestation populaire à la

répression massive, en passant par la mobilisation partisane-oppositionnelle : <https://www.caracaschronicles.com/2024/08/08/state-of-terror-life-after-venezuelas-electoral-uprising/?lang=es>

3. Je suppose qu'ils n'ont vu aucune image des mobilisations en SOUTIEN du résultat électoral et donc de la victoire du président Maduro ? J'ai pu en filmer quelques unes. On en est à dix aujourd'hui. Une par jour. Rien de massif ni populaire bien sûr !

- Les manifestations de soutien à Maduro existent, le communiqué ne les nie pas. De fait, malgré l'existence de longue date de mécanismes de « pointage » pour les fonctionnaires subalternes, on peut affirmer qu'une partie des participants s'y rend vraiment de plein gré, et qu'ils sont issues souvent des classes populaires - sur le podium les hauts-dirigeants sont quant à eux (au moins) multimillionnaires (en dollars). S'il n'y a pas d'unité parfaite des classes populaires contre Maduro - pas plus qu'il n'y en a jamais eu pour Chavez (cf. l'abstention, les dissidents précoce, notamment dans les secteurs ouvriers) -, l'importance du rejet populaire du gouvernement Maduro se vérifie, par exemple, sur d'innombrables vidéos de proclamation des résultats à l'extérieur des bureaux de vote dans des circos populaires ; le chavisme-madurisme n'en a pas relayé une seule à ce stade qui atteste d'une situation contraire, dans un de ses ex-bastions. Elle se vérifie aussi dans la réaction épidermique et - insistons - autoconvoyée du 29 juillet face à la proclamation de la « victoire » de Maduro par le CNE.
- Personne ne nie que Maduro conserve une base sociale, même en prenant les chiffres donnés par l'opposition, il y a 3,3 millions de Vénézuéliens qui ont voté pour Nicolás Maduro, certains sous la menace du retrait de programmes sociaux, d'autres parce qu'ils sont dans les réseaux clientélistes établis par le pouvoir mais personne ne nie qu'il existe un noyau dur important qui adhère à un projet politique qui existe dans le pays depuis plus de 25 ans.

4. « Nicolas Maduro affirme avoir gagné ». C'est le Conseil National Électoral, quatrième pouvoir de l'État, qui a proclamé les résultats. Mais peut-être qu'ils préfèrent que ce soit l'exécutif lui-même, comme c'est le cas en France avec le Ministère de l'Intérieur ?

- Confondre la loi ou la Constitution avec la réalité concrète, c'est une curieuse manière de procéder quand on se veut un tant soit peu matérialiste. Oui, la Constitution proclame qu'il y a 5 pouvoirs indépendants les uns des autres, dont le CNE. Si comme disait Gramsci, cette séparation au sens strict est un mythe dans les démocraties libérales, même quand toutes les procédures sont respectées (cf. le Conseil constitutionnel ou le Conseil d'État), ça relève purement de la fantaisie au Venezuela, et s'agissant du CNE, au moins depuis que Maduro a perdu les législatives en 2015 : annulation, report ou anticipation de scrutins, invention d'une « Constituante » qui n'a jamais rédigé de Constitution avec un mode de scrutin très inégal (pour se substituer à l'AN), interdictions de candidatures, changements de règles en cours de route, etc. Tout ceci avec l'aval du Tribunal suprême de justice, dont les membres, renouvelés par quorums,

l'ont été d'abord par anticipation par l'AN sortante - perdante - fin 2015, puis par l'AN de 2020 après les dernières législatives (que l'opposition avait en partie boycottées dans le cadre du conflit avec l'AN de 2015 et son président Juan Guaidó).

- Sur la proclamation et son mode de réalisation cf. point 5
- Certes c'est le CNE qui « proclame » les résultats : des résultats qui ne correspondent pas aux documents débattus de façon pluraliste dans la salle de délibération avant la conférence de presse du CNE. De plus, l'indépendance du TSJ et les modalités de nomination de ses membres restent des questions très discutables. Par exemple, son actuelle présidente Carysilia Beatriz, a été candidate du PSUV, ce pourquoi sa fonction a précisément été controversée (https://es.wikipedia.org/wiki/Carysilia_Rodríguez).

5. Le CNE n'a pas publié « comme il en a l'obligation, les résultats détaillés du scrutin » Fins connaisseurs ! Ils connaissent donc l'article 155 de la loi organique sur les processus électoraux ? Le CNE a 30 jours pour publier les résultats détaillés, et l'a TOUJOURS fait.

- Article 116 du code électoral : « *La Junta Nationale Électorale et les Juntas Électorales, ces dernières sous la supervision de la première, auront l'obligation de réaliser le processus de totalisation dans un délai de quarante-huit (48) heures. Dans le cas où les Juntas Électorales n'auraient pas effectué la totalisation dans le délai prévu à l'article précédent, la Junta Nationale Électorale pourra procéder à la totalisation. La totalisation devra inclure les résultats de tous les procès-verbaux de dépouillement de la circonscription respective.* » Peut-on sérieusement imaginer une élection où les résultats de chaque scrutin par bureau de vote ne soit pas publié ?
- D'ailleurs, sur les 30 scrutins organisés depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir, seuls 3 n'ont pas vu leurs résultats détaillés publiés : les élections pour l'Assemblée nationale constituante en 2017, le référendum sur la Guyane Euséquibe en 2023... et les élections présidentielles de 2024, les trois scrutins dont le taux de participation (dans le cas des deux premiers scrutins) ou les résultats des différents candidats (pour le troisième cas) ne correspondent pas à ce qui a été observé sur le terrain.

6. En attendant, il publie des résultats partiels. Mais peut-être que la loi  ne les intéresse pas. Un peu comme ceux qui ont lancé 500000 attaques par seconde au système de transmission de données du CNE depuis la Macédoine du Nord, ce qui ralentit considérablement le comptage.

- Les machines électORALES ne sont tout simplement pas connectées à internet mais au réseau téléphonique et ne peuvent donc être hackées, du moins selon les déclarations du CNE. Voici une explication vidéo réalisée par le CNE lui-même qui explique les mesures de sécurité prises pour éviter les problèmes de transmission des résultats, tout en détaillant le fait que les machines marchent avec une connexion téléphonique

indépendante, rendant tout piratage impossible.
<https://x.com/4n4lisis/status/1822008022995963996>

- De plus, le gouvernement Maduro a changé son discours à différentes reprises concernant ces procès-verbaux, passant en substance de « nous les publierons lorsque l'attaque informatique sera terminée » à « nous ne les publierons pas car ce n'est pas conforme à la loi vénézuélienne de les publier », pour finalement aboutir à « nous ne les avons jamais publiés. » Ce qui est factuellement faux, puisque le chavisme lui-même a organisé une campagne similaire à ce que l'opposition réalise en ce moment même, en 2013, pour faire reconnaître leur victoire sur l'opposition, et ce via une publication des procès-verbaux sur un site internet (<https://x.com/puzkas/status/1821592714372378892>).
- Enfin, les résultats de l'élection validés à deux reprises par le CNE sans les détailler, sont présentés selon son président Elvis Amoroso après avoir réussi à avoir accès d'abord 80% et ensuite plus de 90% des scrutins. S'il est possible de donner un résultat total, qui doit nécessairement découler des résultats détaillés bureau par bureau, pour quelle raison il n'est pas possible de les présenter de manière détaillée aux Vénézuéliens, comme cela a été historiquement fait ?

7. Le « principal concurrent » de Maduro a publié sur internet ses « procès-verbaux [...] lui donnant un avantage de 37 points ». Le site internet est rempli de faux, comme on l'a déjà montré dans des publications précédentes.

- **Nuance** : la phrase d'origine dans le communiqué est la suivante : « L'équipe de son principal concurrent, Edmundo González, a quant à elle **publié sur internet ce qu'elle affirme être les procès-verbaux** de 81,7 % des bureaux de vote lui donnant un avantage de 37 points ». Des institutions ayant les capacités techniques pour vérifier ces procès-verbaux se sont prononcées à leur propos. En particulier, le Centre Carter, qui a été loué par le président Chavez lui-même pour son regard objectif sur le système électoral vénézuélien et qui a été invité à nouveau par le gouvernement Maduro pour observer les élections présidentielles en question. Les chercheurs du Centre Carter affirment que les procès-verbaux publiés par l'opposition sont fiables.
- Toutefois, sans se prononcer sur les aspects techniques, il existe une controverse et celle-ci est reconnue en tant que telle à échelle nationale et internationale. Sa résolution la plus simple serait celle de l'audit et de la publication des procès-verbaux, telle qu'elle est demandée par de nombreuses forces politiques, y compris des forces de gauche sur le terrain.
- Lors d'une élection présidentielle précédente en 2013, gagnée par Nicolas Maduro, c'est le PSUV lui-même qui publie les procès-verbaux entre leurs mains sur internet. Voir : <https://x.com/Gbastidas/status/1819512500146393286>

8. Mais ce n'est pas tout ! Face aux doutes, Maduro a déposé un recours en justice devant le Tribunal Suprême de Justice, la plus haute instance, invitant le CNE, chaque candidat et chaque parti à présenter ses PV. Le CNE a remis 100% des PV, le PSUV (parti de Maduro) également.

- Avant tout, c'est bien le CNE qui peut résoudre ce problème, en particulier par le biais d'un audit tel que cela a été sollicité à des nombreuses reprises par des acteurs nationaux et internationaux. Il n'est pas aisément de comprendre en quoi le TSJ devrait prendre sur lui les prérogatives propres au CNE en tant que pouvoir indépendant et pleinement capable techniquement et politiquement de répondre aux inquiétudes sur cette élection, tel qu'il l'a fait par le passé.
- Ensuite, prenons en compte que l'indépendance du TSJ est mise en cause par des longues années d'insertion dans ses plus hautes instances de juges ayant des liens forts avec le parti du pouvoir. L'actuelle présidente du TSJ, Carysilia Rodríguez, est d'ailleurs une militante du PSUV et a été candidate par le passé pour le parti.
- Enfin, ce recours n'explique en rien l'incapacité de montrer les résultats détaillés de l'élection aux Vénézuéliens.

9. Et le « principal concurrent » ? Rien. Il ne s'est même pas rendu à la convocation, ce qui constitue un délit grave, de même que le fait d'avoir diffusé des faux PV sur internet. Ils n'ont déposé aucun recours, ni devant le CNE, ni devant le TSJ, seules instances compétentes.

- Edmundo González Urrutia émet une réponse face à la sollicitation faite par le TSJ en disant qu'il ne se rendra pas au rendez-vous car il considère que cela peut mettre sa sécurité en danger. S'il n'y a pas d'ordre d'arrestation sur lui, des personnes ayant milité pour la campagne électorale de l'opposition libérale vivent désormais diverses formes de persécution ou ont été emprisonnées. En outre, une enquête criminelle a été ouverte contre lui et María Corina Machado par le Parquet vénézuélien pour « usurpation de fonctions, diffusion de fausses informations, incitation à la désobéissance aux lois, incitation à l'insurrection, association de malfaiteurs ». (https://www.lemonde.fr/international/article/2024/08/06/au-venezuela-enquête-criminelle-ouverte-contre-le-candidat-de-l-opposition-a-la-présidentielle_6269313_3210.html)
- Enrique Marquez, candidat du parti Centrados soutenu par Juán Barreto, ancien maire de Caracas pour le chavisme, s'est rendu au TSJ et a dénoncé la procédure en cours. L'allocution du candidat a été interrompue par la chaîne publique Venezolana de Televisión. Depuis, lui et Barreto présentent des preuves de la persécution à laquelle ils font face (des voitures sans matricules garées à proximité de leurs domiciles, menaces de la part de Diosdado Cabello, dans son émission de télévision « *Con el mazo dando* »...).
- La plupart des autres 9 candidats / 10 qui s'y sont rendus, sauf Maduro et un autre, ont demandé la publication des résultats détaillés, des PVs les corroborant et/ou un audit

vote / vote : <https://elpitazo.net/politica/tsj-que-dijeron-los-candidatos-tras-acudir-al-tribunal-supremo-de-justicia/>

10. « La seule sortie par le haut consiste en un audit citoyen, public et pluraliste des actes du scrutin » Il y a des audits citoyens à CHAQUE ÉTAPE du processus menant au scrutin. Ils ne vous ont pas attendu pour cela. Le CNE est composé d'officialistes et d'opposants.

- En effet, la procédure électorale prévoit des audits. Toutefois, l'expert électoral Eugenio Marquez explique qu'une série d'audits qui devaient avoir lieu après les élections, dont un audit citoyen, n'ont pas eu lieu. Ils devaient avoir lieu les 29 juillet, le 2 août et le 5 août (<https://x.com/puzkas/status/1821901656495206410>). Malheureusement la famille de cet expert, qui lui a été obligé de s'exiler, vit aussi la pression policière de même que l'opération “toc-toc” a vu des intrusions policières chez plusieurs figures des oppositions (<https://www.bbc.com/mundo/articles/cly33kp1q19o>).
- Quant à la composition du CNE, ce n'est pas l'institution dans sa totalité qui est composée par des officialités et des opposants mais sa direction. Le rapport de forces y est majoritaire à l'officialisme, et l'insertion d'opposants a été le résultat d'ardue négociations. Les résultats énoncés le 29 juillet n'ont pas été validés par toute la direction du CNE, en particulier par l'un des « *rectores* » (directeur) qui, selon diverses sources, se trouve désormais en clandestinité. Il est même probable qu'il soit disparu. Il avait, en juin, dénoncé le retrait unilatéral de l'agrément d'observation électorale de l'Union européenne (<https://elpais.com/america/2024-06-12/un-rector-del-cne-de-venezuela-acusa-al-presidente-del-organo-electoral-de-retirar-la-observacion-europea-sin-consultar.html>)

11. Venons-en à la « répression implacable », avec « 1200 arrestations » et « au moins 22 victimes ». Ils ne manquent pas de souffle. Vous citez le Procureur pour le premier chiffre mais pas pour le second, pourquoi ? Le chiffre de 22 morts a été avancé par plusieurs ONG bien connues pour leur « impartialité ». Elles sont toutes liées aux agences de renseignement nord-américaines. Une des plus citées : Foro Penal.

- En effet, les chiffres divergent selon les sources. Aujourd'hui, le gouvernement parle de plus de 2000 personnes emprisonnées et de plus de vingt morts. Des ONG telles que PROVEA et, en effet, Foro Penal ont pu confirmer approximativement 1200 arrestations et 24 morts (<https://es.euronews.com/2024/08/07/al-menos-24-muertos-y-mas-de-2200-detenidos-en-las-protestas-contra-los-resultados-en-vene>). Malgré la déclaration mise en exergue par Christian Rodriguez, rien ne semble pouvoir affirmer que le Foro Penal est financé par la CIA, ni qu'il s'agit du point de vue de l'impérialisme US, qui sait s'exprimer par ailleurs.
- L'ONG PROVEA est une organisation qui existe depuis 36 ans et qui au cours de sa longue histoire, a critiqué les abus en termes de droits humains provenant de gouvernement néolibéraux avant Chávez, sous Chávez ou sous Maduro, a pu saluer la

baisse dans la répression des manifestations de rue au début des années Chávez, tout en restant intraitable sur le respect des droits humains aujourd’hui.

- Quant au rôle et positions politiques des ONG au Venezuela : il est vrai que ces organisations obtiennent des financements à l'étranger y compris par le biais des structures publiques et privées des États-Unis, mais aussi de l'UE, d'organisations philanthropiques internationales, entre autres. Leur travail de terrain est connu de longue date. Leurs positions politiques peuvent être critiquées. Toutefois, elles ne sont pas incapables de nuances. Ainsi, par exemple, Provea finance une étude qui démontre les effets néfastes sur la population vénézuélienne des sanctions économiques établies, rédigé par le reconnu économiste marxiste Manuel Sutherland : <https://provea.org/publicaciones/investigaciones/informe-especial-las-sanciones-economicas-contra-venezuela-consecuencias-crisis-humanitaria-alternativas-y-acuerdo-humanitario/>
- D'autres ONG dont les origines et financements divergent de ces premières, telles que *Surgentes*, se prononcent dans le même sens que celui de Provea : <https://www.instagram.com/p/C-Jup6Hom5G/>

12. 1200 arrestations, le chiffre est daté. C'est 2000 officiellement. Destructions de biens publics, incendies d'hôpitaux et mairies, lynchages de passants parce que « ressemblant » à des chavistes (=parce que noirs). La liste est longue. Non-exhaustif.

- Les manifestations en cours au Venezuela sont aussi traversées par la violence, avant tout la violence policière et militaire et la réponse des manifestants. Nous ne rentrerons pas ici dans les termes de la discussion telle qu'elle s'impose parfois aux forces de gauche en France « condamnez-vous les violences? Les émeutiers? Les casseurs?... ».
- Par le passé, en 2017 et 2019, des violences contre des personnes noires et de ce fait étaient assimilées à des chavistes ont été reportées. Aujourd’hui, les violences contre des personnes identifiées en tant que chavistes se confirment, en particulier, dans les quartiers populaires. Plus que des violences racistes connues par le passé, elles semblent être le fait de violences intra-quartiers, entre voisins, répondant aux fortes tensions sociales à la suite des élections. De plus, cette mention reste à documenter pour le mouvement actuel, et ressemble à une résurgence de ce qu'il s'est passé lors des émeutes de 2017. À ce sujet, voir : <https://lundi.am/Racisme-et-violence-d-Etat-au-Venezuela>
- La société vénézuélienne est en effet une société raciste, classiste et patriarcale. Le conflit politique durable trouve aujourd’hui des expressions qui répondent à ces clivages. Le gouvernement Maduro a lui-même attisé ces clivages par le biais de ses politiques économiques et sécuritaires anti-populaires, tel que lors des Opérations de libération du peuple entre 2015 et 2017, sachant que les FAES, puis les DAET ont pris le relais. Du reste 1/3 des homicides dans le pays sont perpétrés par les forces de l'ordre
- (https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/08/09/au-venezuela-les-inspections-illegales-les-arrestations-arbitraires-et-les-disparitions-sont-devenues-monnaie-courante_6273829_3232.html)

- La politique de Maduro est aussi violente envers les populations autochtones du pays et est même dénoncée en cela comme un colonialisme interne. Les politiques de Maduro sont en effet extractivistes et écocides, sans ménager les populations de la périphérie du pays (Omar Vázquez Heredia, Claudia Rodríguez Gilly.. “*Expansión de la frontera extractivista en Venezuela. Arco Minero del Orinoco. Estado y organizaciones armadas paraestatales ante los pueblos indígenas de ese territorio.*” En Varios autores: *Amazonía y expansión mercantil capitalista. Nueva frontera de recursos en el siglo XXI*. Clacso-Cedla.)
- La quête d'une sortie par le haut est aussi celle d'une sortie qui permette de construire des formes de médiation, de justice transitionnelle, de construction de mémoire, hautement nécessaires pour la société vénézuélienne, pour ses luttes démocratiques et d'émancipation.

13. Maduro voudrait ouvrir deux nouvelles prisons pour organiser du « travail forcé » avec 1000 nouveaux détenus. Oui, et il paraît que Maduro va même manger des enfants ! C'est pathétique. Du travail en prison ou des travaux d'intérêt général, quel scandale !

- Au-delà par ailleurs de la question carcérale qui ne doit pas être prise pour évidente, la pratique de l'emprisonnement politique est tout à fait assumée par le président. Plus que de simples prisons, Maduro fait en effet référence aux prisons d'avant le régime démocratique au Venezuela. <https://x.com/VPITV/status/1819146354201137501> : « *Il faut des prisons de sécurité maximum pour toutes les bandes de nouvelle génération qui sont compromises dans les émeutes et dans les attaques criminelles, et il n'y aura ni pardon, ni hésitation. Dans le cadre de la constitution, dans le cadre de la loi. Et miser sur le fait que ces prisons de sécurité maximum parviennent à faire une rééducation et convertir en graine productive - qu'ils se mettent à produire, qu'ils se mettent à travailler, comme cela se faisait à l'époque. Ils les sortaient pour faire des routes, tu te souviens ? [se tourne vers un interlocuteur et imite le geste d'une pioche]. Bon, il y a beaucoup de chemins à faire, qu'ils fassent des routes. Non ?* »
- Cela fait référence aux pratiques du dictateur Marco Pérez Jiménez (1953-1958), donc avant la constitution démocratique, qui envoyait les opposants politiques en camps de « rééducation » par le travail forcé. On peut aussi mentionner la tentative de faire de l'application Venapp une application visant à encourager les Vénézuéliens à la délation de leurs voisins·e·s comme “opposants”, dénoncée notamment par [Amnesty International](#).

14. En France, les mêmes crimes et délits sont punis. Pour BEAUCOUP MOINS QUE ÇA, dans la patrie des Droits de l'homme, on a mis en garde à vue 10 000 gilets jaunes et on en a condamnés 3100 !! Avons-nous reconnu Mélenchon président de la République française à ce moment-là ?

- La répression politique est condamnable et condamnée par les forces de gauche que ce soit en France, au Venezuela ou n'importe où elle a lieu. La comparaison numérique est pourtant révélatrice : presqu'autant de personnes emprisonnées au Venezuela en à peine 10 jours que de condamnés en France en 10 mois. Au-delà de ces questions de chiffres, lors du mouvement des Gilets Jaunes, la France ne faisait pas face à une controverse électorale. Cette mobilisation ne concernait pas ni l'élection d'Emmanuel Macron ni une éventuelle présidence de Jean-Luc Mélenchon. Ce serait regrettable de réduire le mouvement populaire de masses qui est celui des Gilets Jaunes à une question électorale.

15. Ils soutiennent la déclaration conjointe du Brésil, du Mexique et de la Colombie ? En voici une citation : « Le CNE est l'organe légalement mandaté pour assurer la communication transparente des résultats des élections. » Pas un site internet monté par l'extrême-droite.

- Nous sommes d'accord que c'est le CNE l'organe qui doit donner aux citoyens vénézuéliens les informations détaillées sur le scrutin.
- CR cite ici le communiqué du 8 août, alors que dès le 2 août (et c'est d'ailleurs le communiqué cité dans le communiqué unitaire ciblé, disponible ici : https://x.com/SRE_mx/status/1819132378742509906), ces trois chancelleries appelaient « aux autorités électorales vénézuéliennes pour qu'elles avancent rapidement et publient les données détaillées par bureau de vote. »

En guise de conclusion :

La plupart des organisations de gauche et d'extrême gauche ont lâché tout soutien politique à un gouvernement dont la politique de casse sociale n'est plus à démontrer (Redes de Respuesta de Cambios Comunitarios (REDES) - un parti chaviste dont le porte parole et fondateur est Juan Barreto, qui fut député et maire de Caracas sous Hugo Chavez ; Marea socialista - un courant trotskiste ayant rompu avec le chavisme au milieu des années 2010 ; le PSL - Parti socialiste libertaire, organisation d'inspiration trotskiste et libertaire critique de longue date du chavisme, le Parti communiste du Venezuela (PCV, qui a soutenu un candidat centriste contre Maduro après s'être vu interdire de présenter un candidat, En Común - collectif de gauche socialiste et démocratique).

Écocide, contraire à l'ambition socialiste, répressif, compromis avec l'impérialisme US comme avec Russe et Chinois, anti-ouvrier et anti-syndical, capitaliste, contre le droit des femmes, des minorités de genre et sexuelles, les contorsions pour défendre ce gouvernement Maduro ne sont plus tenables.

Ressources complémentaires :

- **Communiqué unitaire des gauches radicales**, signé par des organisations telles que La otra campaña, Partido Comunista de Venezuela (PCV), Voces Antimperialistas, SinatraUCV, Bloque Histórico Popular, Movimiento Popular Alternativo, EnComún.
- Communiqué du **Parti communiste du Venezuela** (PCV, réprimé par le gouvernement depuis plusieurs années et dont la direction historique a été “intervenue” par le Tribunal suprême de justice, comme toute une série d’autres partis de droite comme de gauche). : <https://prensapcv.wordpress.com/2024/07/29/comunicado-sobre-las-elecciones-presidenciales/>
- Communiqué de **Marea Socialista** (ex-courant du PSUV, trotskiste, ayant fait dissidence avec le chavisme en 2014).
- Communiqué du parti **Socialisme et liberté** (gauche syndicale classiste trotskyste, autonome du chavisme depuis la fin des années 2000). [Version française](#).
- Communiqué de “**La otra campaña**”, qui demande de la transparence en tant que garantie des droits politiques. Cette coalition est formée par des militants populaires, dont nombreux se revendiquant chavistes et contre Maduro.